

**Comité préparatoire de la Conférence
des Parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2010**

NPT/CONF.2010/PC.II/WP.39
9 mai 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Deuxième session
Genève, 28 avril-9 mai 2008

**FINANCEMENT DU PROCESSUS D'EXAMEN DU TRAITÉ SUR
LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES**

Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique

1. Ces dernières années, le coût financier du régime de non-prolifération a augmenté au gré de la progression du nombre d'États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Les dernières réunions tenues au titre du Traité ont immanquablement dépassé les estimations budgétaires, et le Secrétariat de l'ONU a clairement indiqué qu'il s'attendait à ce que les dépenses dans le cadre du TNP continuent d'augmenter. Il est de l'intérêt de tous les États parties de remédier à ce problème d'intérêt commun, qui va croissant.
2. Il existe bien sûr différents moyens de limiter les coûts des conférences. Une mesure évidente consisterait à ce que les États parties se contentent, pour toutes les séances futures du TNP, d'un enregistrement audionumérique des séances, plutôt que de résumés analytiques sur papier.
3. Les États parties pourraient également, à titre volontaire, adopter des pratiques administratives dont l'application permettrait, au fil du temps, de réduire les coûts des conférences. Il s'agirait par exemple de limiter volontairement le temps de parole, ou encore la longueur des documents de séance officiels et des documents de travail présentés par les pays.
4. Chacune de ces mesures réduirait instantanément les dépenses engagées au titre de l'interprétation, de la traduction et de la publication. Les États-Unis encouragent les États parties à engager un débat informel permettant de recenser toutes mesures analogues que les Parties pourraient envisager librement de suivre.
5. Enfin, les États parties devraient réviser le barème de répartition des coûts du TNP (NPT/CONF.2005/51), qui n'a foncièrement pas évolué sur une vingtaine d'années.
6. Deux Parties au Traité – les États-Unis et le Japon – assument à elles seules une quote-part de 47,035 %. Aucune autre Partie n'a de montant de quote-part à deux chiffres pour les unités. Le déséquilibre actuel dans les obligations financières des États parties est flagrant lorsque l'on compare les contributions de chacune des Parties. La liste ci-après, qui indique les quotes-parts pour l'année 2005, est manifestement en décalage par rapport à l'échelle relative des capacités

économiques de nombreuses Parties, et par rapport à une échelle différentielle vraisemblable des retombées du régime de non-prolifération:

État partie	Part en pourcentage du montant estimatif total des coûts
Afghanistan	0,001
Afrique du Sud	0,213
Albanie	0,004
Algérie	0,055
Allemagne	6,325
Andorre	0,004
Angola	0,001
Arabie saoudite	0,521
Argentine	0,698
Arménie	0,001
Australie	1,162
Autriche	0,627
Azerbaïdjan	0,004
Bahamas	0,009
Bahreïn	0,022
Bangladesh	0,007
Barbade	0,007
Bélarus	0,013
Belgique	0,781
Bénin	0,001
Bhoutan	0,001
Bolivie	0,006
Bosnie-Herzégovine	0,002
Botswana	0,009
Brésil	1,112
Bulgarie	0,012
Burkina Faso	0,001
Cambodge	0,001
Cameroun	0,006
Canada	2,054
Chili	0,163
Chine	0,910
Chypre	0,028

État partie	Part en pourcentage du montant estimatif total des coûts
Colombie	0,113
Comores	0,001
Congo	0,001
Costa Rica	0,022
Croatie	0,027
Cuba	0,031
Danemark	0,524
Égypte	0,088
El Salvador	0,016
Émirats arabes unis	0,172
Équateur	0,014
Érythrée	0,001
Espagne	1,840
Estonie	0,009
États-Unis d'Amérique	32,820
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,004
Fédération de Russie	8,000
Finlande	0,389
France	7,140
Gabon	0,006
Géorgie	0,002
Ghana	0,003
Grèce	0,387
Guatemala	0,022
Guinée	0,002
Guyana	0,001
Hongrie	0,092
Îles Marshall	0,001
Indonésie	0,104
Iran (République islamique d')	0,115
Iraq	0,012
Irlande	0,255
Islande	0,025
Italie	3,567
Jamahiriya arabe libyenne	0,001

État partie	Part en pourcentage du montant estimatif total des coûts
Jamaïque	0,006
Japon	14,215
Jordanie	0,008
Kazakhstan	0,018
Kenya	0,006
Kirghizistan	0,001
Koweït	0,118
Lesotho	0,001
Lettonie	0,011
Liban	0,018
Libéria	0,096
Liechtenstein	0,004
Lituanie	0,018
Luxembourg	0,056
Malaisie	0,148
Maldives	0,001
Malte	0,010
Maroc	0,034
Maurice	0,008
Mauritanie	0,001
Mexique	1,375
Monaco	0,002
Mongolie	0,001
Mozambique	0,001
Myanmar	0,007
Namibie	0,004
Nauru	0,001
Népal	0,003
Nicaragua	0,001
Niger	0,001
Nigéria	0,031
Norvège	0,496
Nouvelle-Zélande	0,161
Oman	0,051
Ouganda	0,004

État partie	Part en pourcentage du montant estimatif total des coûts
Ouzbékistan	0,010
Palaos	0,001
Panama	0,014
Paraguay	0,009
Pays-Bas	1,234
Pérou	0,067
Philippines	0,069
Pologne	0,337
Portugal	0,343
Qatar	0,047
République arabe syrienne	0,028
République centrafricaine	0,001
République de Corée	1,311
République démocratique populaire lao	0,001
République de Moldova	0,001
République dominicaine	0,025
République tchèque	0,134
République-Unie de Tanzanie	0,004
Roumanie	0,044
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,130
Sainte-Lucie	0,001
Saint-Marin	0,002
Saint-Siège	0,001
Samoa	0,001
Sénégal	0,004
Serbie-et-Monténégro	0,014
Sierra Leone	0,001
Singapour	0,283
Slovaquie	0,037
Slovénie	0,060
Sri Lanka	0,012
Suède	0,729
Suisse	0,874
Suriname	0,001
Tadjikistan	0,001

État partie	Part en pourcentage du montant estimatif total des coûts
Thaïlande	0,153
Timor-Leste	0,001
Togo	0,001
Tonga	0,001
Trinité-et-Tobago	0,016
Tunisie	0,023
Turkménistan	0,004
Turquie	0,272
Ukraine	0,028
Uruguay	0,035
Venezuela (République bolivarienne du)	0,125
Viet Nam	0,015
Yémen	0,004
Zambie	0,001
Zimbabwe	0,005

7. Comme il ressort du barème de répartition ci-dessus, le coût estimatif total de 1 369 300 dollars pour le Comité préparatoire de 2008, par exemple, se traduit pour 69 États parties par un montant de seulement 13 à 124 dollars chacun, alors qu'il représente entre 136 et 12 461 dollars pour 70 autres. Autrement dit, quelque 130 pays, soit plus de 70 % des États parties, versent chacun moins de 1 % du coût total.

8. Pour corriger le déséquilibre actuel dans les charges financières assumées et, partant, préserver la santé financière du processus d'examen, les États-Unis proposent à la Conférence d'examen de 2010 d'envisager d'adopter un barème révisé de répartition des coûts pour le TNP, qui serait appliqué dès la fin du cycle d'examen de 2010. Chaque État partie aura amplement le temps d'étudier le barème existant et d'envisager une nouvelle quote-part nationale qui soit adaptée à la vitalité économique du pays, dans le respect du principe du respect mutuel de l'égale souveraineté des États.

9. Les États-Unis considèrent le TNP comme une composante importante du régime mondial de non-prolifération dans son ensemble, et estiment qu'il mérite que tous les États parties le soutiennent vigoureusement et généreusement. Nous ne proposons certes pas de réduire le montant que nous versons à l'appui du régime, mais nous avons le sentiment que le principe fondamental de l'allocation équitable des ressources exige d'autres États parties qu'ils apportent un soutien plus conforme à leurs propres capacités économiques et à la mesure dans laquelle *tous* les États parties profitent de retombées décisives du régime du TNP.
